FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre conseil d'administration et en application des dispositions du code des organismes de placement collectif, nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds communs de placement «FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE», qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de D : 342.013, un actif net de D : 340.049 et un bénéfice de D : 11.612.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds au 31 décembre 2024, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Paragraphe d'observation

- Les emplois en titres émis par la « SANIMED », représente à la clôture de l'exercice, 11,41% du total des actifs de la société, se situant ainsi au-dessus du seuil de 10% fixé par l'article 29 du code des organismes de placement collectif.
- Les placements monétaires et disponibilités représentent à la clôture de l'exercice 17,92% du total des actifs, se situant ainsi au-dessous du seuil de 20% fixé par l'article 2 du décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001.

Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ces points.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fonds.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 20 du code des organismes de placement collectif, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons

effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du gestionnaire pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire qu'il incombe d'évaluer la capacité de la poursuite de l'activité du fonds, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il a l'intention de liquider le fonds.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement de surveiller le processus d'information financière du fonds.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le gestionnaire, de même que des informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le gestionnaire du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la poursuite de l'activité du fonds. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des

événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le gestionnaire à liquider le fonds ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables du gestionnaire notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne du fonds. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun de placement.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 28 mars 2025

Le Commissaire aux Comptes :

FINOR

Karim DEROUICHE

BILAN ARRETE AU 31 DECEMBRE 2024

(Montants exprimés en dinars)

ACTIF	Note	31/12/2024	31/12/2023
Portefeuille-titres	4	280 667	276 285
Actions et droits rattachés		265 959	259 608
Titres des Organismes de Placement Collectif		14 708	16 677
Placements monétaires et disponibilités		61 275	69 261
Placements monétaires	5	61 275	69 261
Créances d'exploitation	6	71	88
TOTAL ACTIF		342 013	345 634
PASSIF			
Opérateurs créditeurs	7	1 937	2 355
Autres créditeurs divers	8	27	29
TOTAL PASSIF		1 964	2 384
ACTIF NET			
Capital	9	340 625	339 013
Sommes distribuables			
Sommes distribuables de l'exercice		(576)	4 237
ACTIF NET		340 049	343 250
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		342 013	345 634

ETAT DE RESULTAT
(Montants exprimés en dinars)

	<i>Note</i>	<i>Année 2024</i>	<i>Année 2023</i>
Revenus du portefeuille-titres	10	6 865	20 765
Dividendes		6 865	20 765
Revenus des placements monétaires	11	682	1 989
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		7 547	22 754
Charges de gestion des placements	12	(7 800)	(12 666)
REVENU NET DES PLACEMENTS		(253)	10 088
Autres charges	13	(334)	(625)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(587)	9 463
Régularisation du résultat d'exploitation		11	(5 226)
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		(576)	4 237
Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		(11)	5 226
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres		21 505	(52 897)
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres		(7 136)	43 657
Frais de négociation de titres		(2 170)	(5 084)
RESULTAT DE L'EXERCICE		11 612	(4 861)

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET

(Montants exprimés en dinars)

	<i>Année 2024</i>	<i>Année 2023</i>
VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	<u>11 612</u>	<u>(4 861)</u>
Résultat d'exploitation	(587)	9 463
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	21 505	(52 897)
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(7 136)	43 657
Frais de négociation de titres	(2 170)	(5 084)
TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL	<u>(14 813)</u>	<u>(348 473)</u>
Souscriptions		
- Capital	-	163 288
- Régularisation des sommes non distribuables	-	(68)
- Régularisation des sommes distribuables	-	915
Rachats		
- Capital	(15 026)	(504 548)
- Régularisation des sommes non distribuables	202	(1 919)
- Régularisation des sommes distribuables	11	(6 141)
VARIATION DE L'ACTIF NET	<u>(3 201)</u>	<u>(353 334)</u>
ACTIF NET		
En début de l'exercice	343 250	696 584
En fin de l'exercice	340 049	343 250
NOMBRE DE PARTS		
En début de l'exercice	2 369	4 693
En fin de l'exercice	2 264	2 369
VALEUR LIQUIDATIVE	<u>150.198</u>	<u>144.893</u>
TAUX DE RENDEMENT	<u>3.66%</u>	<u>(2.38%)</u>

NOTES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

NOTE 1 : PRESENTATION DU FONDS

« FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE » est un fonds commun de placement de catégorie mixte, régi par la loi n°2001- 83 du 24 juillet 2001 portant promulgation du code des organismes de placement collectif. Il a été créé à l'initiative de la Société « MAXULA BOURSE » et de la Banque Nationale Agricole « BNA » et a reçu l'agrément du Conseil du Marché Financier, en date du 28 Décembre 2007.

Il a pour objet la constitution et la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres et à l'exclusion de toutes autres ressources, d'un portefeuille de valeurs mobilières.

Le capital initial s'élève à D : 100.000 divisé en 1.000 parts de D : 100 chacune. Sa durée de vie est de 99 ans.

Etant une copropriété de valeurs mobilières dépourvue de la personnalité morale, le fonds se trouve en dehors du champ d'application de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés. En revanche, les revenus encaissés au titre des placements, sont soumis à une retenue à la source libératoire de 20%.

« FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE » est un fonds commun de placement de capitalisation.

Le dépositaire de ce fonds est la BNA. Le gestionnaire étant MAXULA BOURSE.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 décembre 2024, sont établis conformément aux préconisations du système comptable et notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1-Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont supportés par le fonds sans que la totalité des frais de courtage ne dépassent annuellement 0.5% de l'actif net.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3.2-Evaluation des placements en actions admises à la cote

Les placements en actions admises à la cote sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

La valeur de marché, applicable pour l'évaluation des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31 décembre 2024 ou à la date antérieure la plus récente.

3.3-Evaluation des titres OPCVM

Les placements en titres OPCVM sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas, une plus ou moins value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice

3.4-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuée. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Note 4 : Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 280.667 et se détaille ainsi :

Code ISIN		Nombre de titres	coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
	Actions & droits rattachés		289 034	265 959	78.21%
TN0003400058	AMEN BANK	464	17 044	16 745	4.92%
TN0001900604	BH BANK	200	2 720	2 540	0.75%
TN0007550015	CITY CARS	500	6 495	6 301	1.85%
TN0007570013	EURO-CYCLES	2 520	35 206	29 643	8.72%
TN0007700016	OFFICE PLAST	15 000	27 633	24 495	7.20%
TN0007400013	CARTHAGE CEMENT	5 000	10 550	10 765	3.17%
TN0003200755	ICF	100	8 190	9 809	2.88%
TN0006440010	MAGASIN GENERAL	10	70	70	0.02%
TN0007630015	SOTIPAPIER	870	4 876	4 721	1.39%
TN0007270010	T.P.R	3 000	18 500	18 966	5.58%
TN0007610017	SAH	1 087	9 651	10 997	3.23%
TN0007730013	SANIMED	26 552	56 356	39 031	11.48%
TN0001100437	SFBT	2 208	27 269	25 728	7.57%
TN0006590012	SIAME	1 848	7 004	6 584	1.94%
TN0006560015	SOTUVER	1 500	13 795	19 038	5.60%
TN0002600955	STB	4 035	14 889	11 887	3.50%
TN0007720014	UNIMED	4 060	28 787	28 639	8.42%
	Titres des Organismes de Placement Collectif		14 041	14 708	4.33%
TNWQZLANJ4E9	MAXULA PLACEMENT SICAV	136	14 041	14 708	4.33%
	TOTAL		303 075	280 667	82.54%
	Pourcentage par rapport au total des Actifs				82.06%

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Portefeuille - titres", sont indiqués ci-après :

	<u>Coût</u> <u>d'acquisition</u>	<u>Plus</u> <u>(moins)</u> <u>values</u> <u>latentes</u>	<u>Valeur</u> <u>au 31</u> <u>décembre</u>	<u>Plus</u> <u>(moins)</u> <u>values</u> <u>réalisées</u>
<u>Soldes au 31 décembre 2023</u>	320 197	(43 912)	276 285	
<u>Acquisitions de l'exercice</u>				
Actions	227 188		227 188	
<u>Cessions de l'exercice</u>				
Actions	(242 348)		(242 348)	(7 229)
Titres OPCVM	(1 962)		(1 962)	93
Variation des plus ou moins values latentes		21 505	21 505	
<u>Soldes au 31 décembre 2024</u>	303 075	(22 407)	280 668	(7 136)

Note 5 : Placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 Décembre 2024 à D : 61.275 se détaillant comme suit :

Désignation du titre	Coût d'acquisition	Valeur au 31/12/2024	% Actif net
Dépôts à vue			
B.N.A au taux de 2%	60 786	61 275	18.02%
TOTAL	60 786	61 275	18.02%
Pourcentage par rapport au total des Actifs			17.92%

Note 6 : Créances d'exploitation

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D : 71, contre D : 88 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Intérêt à recevoir sur dépôts à vue	71	88
Total	<u>71</u>	<u>88</u>

Note 7 : Opérateurs créditeurs

Cette rubrique s'élève au 31 décembre 2024 à D : 1.937, contre D : 2.355 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération du gestionnaire	1 142	1 483
Rémunération du dépositaire et distributeur	795	872
Total	<u>1 937</u>	<u>2 355</u>

Note 8 : Autres crédateurs divers

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à D : 27, contre D : 29 au 31 décembre 2023 et se détaille ainsi :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Redevance du CMF	27	29
Total	<u>27</u>	<u>29</u>

Note 9 : Capital

Les mouvements enregistrés sur le capital, au cours de l'exercice se détaillent ainsi :

Capital au 31-12-2023

Montant	339 013
Nombre de parts	2 369
Nombre de copropriétaires	40

Souscriptions réalisées

Montant	-
Nombre de parts émises	-
Nombre de copropriétaires nouveaux	-

Rachats effectués

Montant	(15 026)
---------	----------

Nombre de parts rachetées	(105)
Nombre de copropriétaires sortants	(3)

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	21 505
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(7 136)
Régularisation des sommes non distribuables	390
Frais de négociation de titres	(2 170)
Résultat incorporé à la V.L	4 237
Régularisation de résultat incorporé à la V.L	(188)

Capital au 31-12-2024

Montant	340 625
Nombre de parts	2 264
Nombre de copropriétaires	37

Note 10 : Revenus du portefeuille titres

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à D : 6.865, contre D : 20.765 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	Année 2024	Année 2023
<u>Dividendes</u>		
des actions admises à la cote	6 065	19 824
des titres OPCVM	800	941
TOTAL	6 865	20 765

Note 11 : Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève au 31 décembre 2024 à D : 682, contre D : 1.989 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Intérêts des dépôts à vue	682	1 989

Total

682

1 989

Note 12 : Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève à l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2024 à D : 7.800, contre D : 12.666 au 31 décembre 2023 et se détaille comme suit :

	<u>31/12/2024</u>	<u>31/12/2023</u>
Rémunération du gestionnaire	4 648	8 817
Rémunération du dépositaire et distributeur	3 152	3 849
Total	<u>7 800</u>	<u>12 666</u>

Note 13 : Autres charges

Les autres charges s'élèvent au 31 décembre 2024 à D : 334, contre D : 625 au 31 décembre 2023 et englobent principalement la redevance du CMF.

Note 14 : Autres informations

14.1. Données par part et ratios pertinents

<u>Données par part</u>	<u>2024</u>	<u>2023</u>	<u>2022</u>	<u>2021</u>	<u>2020</u>
Revenus des placements	3.333	9.605	5.299	4.012	2.805
Charges de gestion des placements	(3.445)	(5.347)	(3.200)	(2.735)	(2.838)
Revenus net des placements	<u>(0.112)</u>	<u>4.258</u>	<u>2.099</u>	<u>1.277</u>	<u>(0.033)</u>
Autres charges	(0.148)	(0.264)	(0.162)	(0.140)	(0.144)
Résultat d'exploitation (1)	<u>(0.259)</u>	<u>3.995</u>	<u>1.937</u>	<u>1.138</u>	<u>(0.177)</u>
Régularisation du résultat d'exploitation	0.005	(2.206)	(0.347)	(0.002)	0.321
Sommes distribuables de l'exercice	<u>(0.254)</u>	<u>1.789</u>	<u>1.589</u>	<u>1.135</u>	<u>0.144</u>
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	9.499	(22.329)	1.540	(9.298)	7.949
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	(3.152)	18.428	9.102	11.624	(8.907)
Frais de négociation de titres	(0.958)	(2.146)	(1.136)	(0.962)	(0.903)
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	<u>5.388</u>	<u>(6.046)</u>	<u>9.507</u>	<u>1.365</u>	<u>(1.860)</u>
Résultat net de l'exercice (1) +	<u>5.129</u>	<u>(2.052)</u>	<u>11.444</u>	<u>2.502</u>	<u>(2.037)</u>

(2)					
Résultat non distribuable de l'exercice	5.388	(6.046)	9.507	1.365	(1.860)
Régularisation du résultat non distribuable	0.172	0.721	(0.859)	(0.038)	8.908
Sommes non distribuables de l'exercice	5.561	(5.326)	8.648	1.327	7.048
Valeur liquidative	150.198	144.893	148.430	138.193	135.731
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion des placements / actif net moyen	2.34%	0.56%	2.23%	2.00%	2.15%
Autres charges / actif net moyen	0.10%	0.18%	0.11%	0.10%	0.11%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	(0.17%)	4.23%	1.11%	0.83%	0.11%

14.2 Rémunération du gestionnaire, du dépositaire et des distributeurs

La gestion de "FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE" est confiée à la société d'intermédiation en bourse "Maxula Bourse". Celle-ci est chargée des choix des placements, de la gestion administrative et comptable et de la distribution du fonds. En contre partie de ses prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1,2% HT l'an, calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La BNA, assure la fonction de dépositaire de fonds et de titres. En contre partie de ses prestations, le dépositaire perçoit une rémunération annuelle de 0,25% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien, avec un minimum de D : 2.000 dinars par an.

La BNA, assure également la mission de distributeur des parts du FCP. En contre partie de ses prestations, la B.N.A perçoit une rémunération annuelle de 0,20% HT, calculée sur la base de l'actif net quotidien.